

## UN RASSEMBLEMENT EST PRÉVU AUJOURD'HUI POUR DESTITUER BELKHADEM

## L'opposition veut occuper le siège du FLN

*Les membres du comité central, opposants au SG du FLN, les membres du Mouvement de redressement et de l'authenticité, ainsi que le Mouvement de la jeunesse FLN ont décidé d'organiser un rassemblement aujourd'hui à l'intérieur du siège du parti pour exiger le départ définitif de Belkhadem.*

Le porte-parole du Mouvement de redressement, Mohamed Seghir-Kara, nous a affirmé, lors d'une conversation téléphonique hier : « Nous allons mettre à exécution notre décision de chasser Belkhadem du parti puisqu'il ne se soumet plus à aucune règle, ni aux statuts du FLN ni au règlement intérieur et qu'il fait ce que bon lui semble, bafouant les droits les plus élémentaires des militants ». « La majorité des contestataires nous ont rejoints et nous avons décidé d'aller vers une action commune », nous a-t-il révélé.

Notre interlocuteur, qui participait, hier à Aïn Defla, à une rencontre régionale regroupant les coordinateurs de 40 wilayas, pour la préparation du rassemblement d'aujourd'hui, ainsi qu'à l'installation de Mohamed

Nadjem, P/APW de la ville d'Aïn Defla, à la tête du bureau du Mouvement de redressement, est formel : « C'est la fin de Belkhadem ».

De son côté, le leader du Mouvement de la jeunesse FLN, Badis Belouadnine, a estimé que « ce rassemblement sera décisif car nous allons occuper les lieux et nous ne partirons qu'après la destitution de Belkhadem ».

Des sources proches du SG du FLN nous ont affirmé que ce dernier ayant eu vent du regroupement a dépêché des hommes à lui pour qu'ils parent à toute éventualité, craignant que le rassemblement ne tourne à la confrontation.

La dernière université d'été du parti, qui s'est déroulée à Tipasa et durant laquelle le SG du vieux parti n'a pas été tendre



Mohamed Seghir-Kara, porte-parole du mouvement de redressement.

avec ses adversaires dont il a minimisé l'action de protestation, les accusant d'avoir échoué dans toutes leurs tentatives de le destituer de son poste, a attisé la colère des redresseurs qui l'ont

accusé de vouloir se maintenir à la tête du parti en se prévalant du soutien du président Bouteflika.

Cependant, les opposants, galvanisés par l'éviction de l'an-

cien représentant personnel du chef de l'Etat du gouvernement, ont multiplié les actions en durcissant leur mouvement.

Le coordinateur national du Mouvement de redressement, Abdelkrim Abada, avait lors d'une réunion des coordinateurs des wilayas du Mouvement tenue à Draria (Alger), demandé à ces derniers « de prendre toutes les précautions, y compris sécuritaires, pour faire face à une éventuelle attaque des baltaguia qui pourraient être mobilisés par Belkhadem ».

Il faut rappeler que la dernière session extraordinaire du comité central, tenue à l'hôtel El Marsa de Sidi Fredj, a été le théâtre d'escarmouches.

Belkhadem a dû utiliser la force avant d'entamer les travaux. Va-t-il faire face à la déferlante qui le guette en recourant à la violence ? Est-ce la dernière ligne droite qui reste aux opposants pour récupérer enfin le parti qui a dévié, selon tous les observateurs, de sa trajectoire ?

Fatma Haouari

## CONGRÈS CONSTITUTIF DU TAJ

## Amar Ghoul trace la voie

*Le parti en voie de constitution d'Amar Ghoul, le ministre des Travaux publics, prétend servir l'Etat de la même manière que le faisait jadis le MSP. L'ouverture, jeudi, des travaux du congrès constitutif du TAJ a permis à Amar Ghoul, en sa qualité de président provisoire, de situer franchement et solennellement les contours de l'action du parti, à savoir une participation aux institutions élues et exécutives de l'Etat.*

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - La messe est célébrée. Le TAJ vivra et grandira dans la proximité du pouvoir.

Amar Ghoul, qui a osé sans rougir le moins du monde une entourloupette politique à son ancien parti, le MSP, et partant à l'Alliance de l'Algérie Verte (AAV) qui a fait de lui un député qui, plus tard, est rappelé au gouvernement, n'a laissé jeudi planer aucun mystère là-dessus : « Le TAJ travaillera à participer dans toutes les institutions élues et exécutives » et qu'il « soutient le programme du président de la République dans le cadre de la réconciliation nationale ».

Les congressistes, au nombre de 2 000, selon les organisateurs, n'auront donc pas attendu la clôture, samedi, des travaux du congrès pour savoir vers où ils embarquent.

Venus pour la plupart du MSP, les militants du TAJ n'auront toutefois pas à souffrir d'un changement de cap,



Ghoul et son parti soutiennent le programme du président.

même s'ils n'auront pas, à l'avenir, à afficher ostensiblement leur obédience islamiste.

Car Amar Ghoul veut, et il le dit, un TAJ non enfermé dans les carcans d'une identité politique idoine. Son parti, il le veut ouvert à tous ceux qui ont le nationalisme pour credo mais aussi disponible pour les compositions interpartisanes. Cependant, il y a loin le souhait à la réalité pratique.

Quand bien même son président le voudrait, le TAJ ne pourra prétendre à célébrer quelconques lunes de miel avec le trio de l'Alliance de l'Algérie Verte, laquelle tient rancune à Amar Ghoul de l'avoir abusée.

D'ailleurs, aucun des trois partis de l'AAV n'a daigné assister à la naissance de TAJ.

Tout comme le FLN qui, bizarrement, ne s'est pas fait représenter à la séance d'ouverture du congrès, contrairement au RND, membre de

l'Alliance présidentielle, qui, lui, a une présence remarquée à travers le ministre Rahmani, le secrétaire d'Etat Mellah et le député Seddik Chihab. Amar Ghoul a dû aussi se contenter de quelques autres hôtes partisans, comme Naïma Salhi, Abdelkader Merbah et Ali Boukhezna.

Le congrès constitutif du TAJ devra s'achever aujourd'hui samedi par l'élection des structures du parti, à savoir le président, le bureau national composé de 20 membres et le conseil national fort, lui, de 350 membres. Sauf grande surprise, la présidence du parti échoira à Amar Ghoul.

Un Ghoul qui subira son premier test politique en tant que chef de parti en novembre prochain, à l'occasion des élections locales. Amar Ghoul avait déjà eu à faire savoir qu'il alignera sa formation dans la prochaine compétition électorale.

S. A. I.

## LOUISA HANOUNE :

## «Le gouvernement Sellal est un patchwork»

*Pour la première responsable du Parti des travailleurs, le retard accusé dans la composition du nouveau gouvernement et la composante de ce dernier traduisent parfaitement la profondeur de la crise politique qui secoue le pays qui se retrouve ainsi à la «croisée des chemins».*

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Louisa Hanoune, qui intervenait hier, à l'ouverture d'une session ordinaire du comité central du PT, a tenu à «rectifier le tir» en mettant le soutien de son parti au nouveau gouvernement, dont a fait l'écho la presse il y a quelques jours, sur le compte d'une très mauvaise interprétation d'un journaliste qui, selon elle, «ne comprend rien à la chose politique». Et de se «vider» à propos justement du nouvel Exécutif qu'elle qualifiera tout de go de «patchwork». «Les ministres du gouvernement Sellal ne sont ni des technocrates, ni des partisans, c'est une coalition des partisans du statu quo et de ceux d'une évolution partielle», dira-t-elle, n'omettant pas de faire sa propre lecture, en affirmant que cela traduit parfaitement la profondeur de la crise politique que traverse le pays au lendemain des législatives du 10 mai dernier. Des législatives qui, selon elle, sont loin d'avoir été libres et transparentes. Hanoune dira que le nouvel Exécutif aurait dû être la suite logique des résultats de ces législatives avec la majorité des ministres revenant au FLN. Mais c'est compter sans la perversion des réformes politiques promises par le chef de l'Etat dans son discours à la nation du 15 avril 2011. Et pas que ce grief à l'encontre de l'équipe à Sellal, puisque la patronne du PT tiendra à relever les nombreuses contradictions de l'action de cette dernière. A commencer, dira-t-elle, de par l'intention du gouvernement de revoir la règle 51/49 concernant l'investissement étranger à travers les déclarations d'un ministre britannique quant à la «disponibilité du gouvernement algérien à une meilleure flexibilité» concernant cette règle. Hanoune citera une autre «dualité» du nouvel Exécutif liée à un avant-projet de l'Andi visant à revoir en profondeur son accord d'avec Métal Arcellor au sujet, dira-t-elle, d'un crédit de 500 millions d'euros avec un dérisoire taux d'intérêt de l'ordre de 1,75% et des facilités fiscales et douanières qui profiteront à hauteur de 64% du montant global de l'investissement sur cinq ans. «Une véritable opération de dilapidation des deniers publics», tonnera-t-elle, non sans saluer le départ de Temmar du gouvernement, exigeant, au passage, un bilan de son action de destruction industrielle de même que celle de l'ancien ministre de l'Énergie et des Mines, Chakib Khelil. Autant de points qui font craindre à la première responsable du PT le passage comme une lettre à la poste de la loi de finances 2013 à l'APN tant cette dernière est «truffée» d'hommes d'affaires dont 80 n'ont pas encore choisi entre gérer encore leurs affaires ou opter pour le travail parlementaire au moment où bien plus nombreux ont recours aux prête-noms, façon de «joindre l'utile à l'agréable».

Aussi, Louisa Hanoune tiendra à «dénoncer» la friolité du gouvernement puisque ce dernier a concédé sa réouverture sous la pression onusienne au moment où, regrettera-t-elle, des familles de disparus étaient empêchées d'être reçues par le haut-commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme en visite en Algérie. Au sujet des élections locales du 29 novembre prochain, ce n'est qu'aujourd'hui samedi que sera connue la position officielle du PT avec la poursuite des débats hier dans l'après-midi et ce matin même.

M. K.